Chronique de jurisprudence de la Cour interaméricaine des droits de l'homme (2018-2019)

Noa Boumendil, Elena Campario, Fernanda De Oliveira Rezende, Élise Pic
and Romane Pluchet

Electronic version

URL: <http://journals.openedition.org/revdh/7635>

DOI: 10.4000/revdh.7635

ISSN: 2264-119X

Publisher

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Electronic reference

Noa Boumendil, Elena Campario, Fernanda De Oliveira Rezende, Élise Pic and Romane Pluchet,
« Chronique de jurisprudence de la Cour interaméricaine des droits de l'homme (2018-2019) », *La
Revue des droits de l'homme* [Online], Actualités Droits-Libertés, Online since 05 January 2020,
connection on 07 November 2020. URL : <http://journals.openedition.org/revdh/7635> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/revdh.7635>

This text was automatically generated on 7 November 2020.

Tous droits réservés

Chronique de jurisprudence de la Cour interaméricaine des droits de l'homme (2018-2019)

Noa Boumendil, Elena Campario, Fernanda De Oliveira Rezende, Élise Pic and Romane Pluchet

- 1 Dans cette chronique, les décisions contentieuses commentées ont été choisies en raison de leur portée juridique et de leur résonance particulière au regard de l'actualité politique et sociale de l'Amérique latine. L'année 2019 a notamment été marquée par des changements inquiétants de régimes politiques, la menace d'un recul de l'effectivité des droits conventionnels et la répression policière accrue des manifestations d'expression populaire. Il a par ailleurs été décidé d'étudier uniquement des décisions contentieuses et non les avis consultatifs publiés sur la période traitée, bien que la Cour en ait rendus de notables, reconnaissant par exemple le caractère fondamental du droit d'asile² et du droit à un environnement sain³.
- 2 Dans la continuité de sa jurisprudence relative aux droits économiques et sociaux, la Cour a récemment élargi le champ d'application de l'article 26 de la Convention (I). Ses décisions en 2018 et 2019 témoignent également d'une prise en compte croissante de la dimension genrée des violations des droits humains (II). Enfin, elle a vigoureusement condamné l'usage détourné de la violence par les forces armées (III).

I/ - La création d'obligations relatives aux droits économiques et sociaux tirées de l'article 26 de la Convention

A/ - La violation du principe de non-régressivité

Cour IDH. Affaire Cuscul Pivaral Vs. Guatemala. Exceptions préliminaires, fond, réparation et dépens. Décision du 23 août 2018. Série C No. 359.

- 3 L'affaire *Cuscul Pivaral y otros vs Guatemala* a trait à l'accès aux soins pour les personnes infectées par le VIH. La saisine de la Cour fait suite au *recurso de amparo* initié devant la Cour constitutionnelle guatémaltèque en 2003 par plusieurs malades du VIH ne pouvant avoir accès aux soins médicaux adéquats, en particulier les traitements antirétroviraux. N'ayant obtenu la protection juridique désirée, quarante-neuf personnes diagnostiquées comme porteuses du VIH entre 1992 et 2004 saisissent la Cour afin que soit établie la méconnaissance par l'État guatémaltèque de plusieurs obligations découlant de la Convention. Quinze personnes décédèrent en cours d'instance, leur action fut alors reprise par leurs proches. Les victimes estiment que l'accès défectueux aux soins médicaux et l'absence de protection juridique adéquate constituent, *inter alia*, une violation du droit à la santé, à l'intégrité physique et à la vie, ainsi que du droit à la protection judiciaire.
- 4 La Cour leur donne raison ; elle considère ainsi que les carences de l'État dans l'octroi des soins adéquats aux victimes constitue une violation du devoir de garantir le droit à la santé. Il résulte de ces carences une violation du droit à la vie (article 4) et à l'intégrité physique (article 5) de certaines d'entre elles. La Cour procède également à une analyse intersectionnelle des discriminations et conclut que le défaut d'accès aux soins médicaux pour les femmes enceintes d'origine modeste peut être qualifié de discrimination (article 1.1). L'inaction de l'État pour protéger le droit à la santé est une violation du principe de progressivité prévu à l'article 26 de la Convention. La Cour revient aussi sur le *recurso de amparo* introduit devant la Cour constitutionnelle guatémaltèque. Elle conclut à une violation des garanties et de la protection judiciaires énoncées respectivement par les articles 8 et 25 de la Convention. Enfin, au vu des répercussions des carences étatiques sur la vie des proches des victimes, le Guatemala est jugé responsable d'une violation du droit à l'intégrité physique ou personnelle des membres de la famille des malades, ces derniers étant eux aussi considérés comme des victimes.
- 5 Cette affaire est l'occasion pour la Cour de préciser sa jurisprudence relative aux droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux. Grâce à une interprétation littérale, systématique et téléologique de la Convention, la Cour explicite le sens qu'il convient de donner à l'article 26 de la Convention. Ce dernier prévoit que les « États parties s'engagent à prendre toutes les mesures visant à assurer progressivement la pleine jouissance des droits qui découlent des normes économiques et sociales et relatives à l'éducation, la science et la culture énoncées dans la Charte de l'Organisation des États américains (...) et ce, dans le cadre des ressources disponibles ». L'étendue de ces droits économiques, sociaux et culturels ne doit pas, selon la Cour, être déterminée par rapport aux autres articles de la Convention, mais en considérant chaque cas concret.
- 6 La Cour de San José rappelle alors en l'espèce sa jurisprudence sur le droit à la santé qu'elle déduit de l'article 26, et en précise les contours pour les personnes atteintes du VIH. Le droit à la santé comprend ainsi l'accès à des soins de santé opportuns et appropriés, conformément aux principes de disponibilité, d'accessibilité, d'acceptabilité et de qualité. Le droit à la santé des personnes atteintes du VIH inclut plus spécifiquement l'accès à des soins et à l'information appropriée en vue de la prévention et du traitement de la maladie. Ceci comprend l'accès à la thérapie antirétrovirale et à des tests médicaux réguliers pour prévenir l'apparition de maladies connexes. Le traitement de la maladie requiert également un soutien social et

psychologique, lequel doit être fourni par l'État. Tous ces soins et ces services doivent être accessibles aux personnes les plus vulnérables et marginalisées de la société aussi bien économiquement que géographiquement. Fidèle à sa jurisprudence relative au droit à la santé, la Cour se montre très exigeante, alors même que la thérapie est onéreuse et que l'État est l'un des plus pauvres de la région latino-américaine.

- 7 Pour la première fois, les juges de San José considèrent alors que l'inaction de l'État dans la protection de la santé des victimes du VIH constitue une violation du principe de progressivité garanti par l'article 26 de la Convention. La Cour avait auparavant toujours rejeté la violation du principe de progressivité face l'inaction de l'État dans la protection de la santé des malades du VIH. Pour parvenir à ce constat, s'appuyant sur une recommandation du CoDESC, la Cour estime que l'obligation de développement progressif des droits conduit à devoir sanctionner l'inaction de l'État en matière de droits économiques, sociaux et culturels, qui plus est lorsque cette inaction met en péril la vie et l'intégrité physique des individus. Le principe de développement progressif des droits économiques, sociaux et culturels a ainsi pour corollaire le principe de non-régressivité qui contraint les États à agir pour améliorer le droit à la santé des malades du VIH.

B/ - La reconnaissance de l'opposabilité du droit à la sécurité sociale

Cour IDH. Affaire Muelle Flores Vs. Perú. Exceptions préliminaires, fond, réparation et dépens. Décision du 6 mars 2019. Série C No. 375.

- 8 Dans l'affaire *Muelle Flores Vs. Pérou*, la Cour a estimé, sur le fondement de l'article 26 de la Convention, que l'absence de concrétisation du droit à la sécurité sociale pendant plus de 27 ans à l'égard de M. Muelle, personne âgée et en situation de handicap, avait gravement porté atteinte à sa qualité de vie et à son droit à une couverture médicale.
- 9 M. Muelle Flores est ressortissant péruvien ayant fait valoir ses droits à la retraite le 30 septembre 1990 conformément au système établi par le décret-loi n° 20530. Ses droits ont cependant été suspendus le 27 janvier 1991 par son employeur, la société Tintaya, entreprise publique jusqu'à ce qu'elle soit privatisée en novembre 1994. M. Muelle Flores a contesté cette suspension en introduisant un *recurso de amparo* devant le tribunal civil de Lima qui a ordonné l'annulation de la suspension du régime de retraite. Le 17 février 1993, la société Tintaya a cependant de nouveau décidé la suspension du paiement de la pension de M. Muelle Flores qui l'a une deuxième fois contesté. La Cour constitutionnelle a alors ordonné à la société de procéder au paiement de l'indemnité de départ due à M. Muelle Flores. La société Tintaya a introduit une nouvelle action en justice demandant que soit déclarée irrecevable la réincorporation de M. Muelle Flores dans le système de retraite du décret-loi. La Cour suprême a estimé le recours de la société Tintaya S.A. infondé.
- 10 L'affaire est alors portée devant la Cour interaméricaine. L'État péruvien a d'abord soulevé une exception préliminaire afin que la Cour se déclare incompétente, estimant que le droit à la sécurité sociale du requérant ne pouvait être invoqué devant elle. La Cour rejette l'argument en se référant aux critères définis dans sa jurisprudence antérieure (affaires *Lagos del Campo c. Pérou* et *Cuscul Pivaral et autres c. Guatemala*) qui établissent sa compétence lorsqu'elle est appelée à statuer sur le fondement de l'article 26 de la Convention et du droit à la sécurité sociale qu'elle relie à cet article.

- 11 La Cour a analysé alors le moyen tiré du droit à une protection juridictionnelle effective lors de l'exécution des jugements. Elle a observé que l'État n'avait pris aucune mesure depuis la première condamnation prononcée en 1993 contre la société Tintaya pour garantir l'exécution rapide et effective du droit à la pension reconnu à M. Muelles Flores par les autorités judiciaires. Elle en conclut que l'État a violé le droit à une garantie et à une protection judiciaires effectives établi par les articles 25(1) et 25(2)(c) lus en relation avec les articles 1(1) et 2 de la Convention.
- 12 La Cour a ensuite examiné le caractère raisonnable de l'exécution des jugements. Plus de 26 et 19 ans s'étant écoulés depuis les arrêts rendus en 1993 et 1999, elle considère que les autorités judiciaires n'ont pas agi avec le devoir de célérité exigé par la situation de vulnérabilité dans laquelle se trouvait M. Muelle Flores, personne âgée handicapée et sans ressources économiques. Elle en conclut que les autorités ont dépassé le délai raisonnable de la procédure et par suite ont violé le droit aux garanties judiciaires (article 8.1).
- 13 La Cour s'est surtout prononcée pour la première fois sur le droit à la sécurité sociale, et en particulier sur le droit à une pension, en tant que partie intégrante des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux garantis par l'article 26 de la Convention. Pour poser les contours du droit, la Cour s'appuie sur l'article 45 de la Charte de l'OEA, interprété à la lumière de la Déclaration américaine ainsi que d'autres traités et instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Elle estime que ce droit vise à protéger l'individu contre des situations qui peuvent se présenter lorsqu'il atteint un certain âge, à un moment où il pourrait être physiquement ou mentalement incapable d'obtenir les moyens de subsistance nécessaires pour avoir un niveau de vie suffisant et décent. Pour la Cour, le droit à la sécurité sociale permet également d'empêcher que l'individu soit privé de sa capacité à exercer pleinement d'autres droits garantis par la Convention. Elle conclut alors, en l'espèce, qu'en raison de l'inexécution des décisions judiciaires, le droit de M. Muelle Flores à une pension de retraite n'a pas été garanti en temps voulu puisque le processus est toujours en cours : les mécanismes existants n'ont ainsi pas permis la réalisation concrète du droit à une pension, ce qui constitue une violation du droit à la sécurité sociale.
- 14 La Cour ajoute en outre que les droits à la sécurité sociale, à l'intégrité personnelle et à la dignité humaine sont interdépendants, de sorte que la violation de l'un peut parfois entraîner directement l'affectation d'un autre. La Cour a conclu alors que l'absence de concrétisation du droit à la sécurité sociale pendant plus de 27 ans en raison du non-paiement de la pension de retraite a causé de graves dommages à la qualité de vie et à la couverture médicale de M. Muelle Flores. L'absence prolongée de paiement de la pension, en ce qu'il s'agissait de son seul revenu, a généré une précarité économique qui a affecté ses besoins fondamentaux, ainsi que son intégrité psychologique et morale et sa dignité. La Cour relève enfin que le patrimoine de M. Muelle Flores a été directement affecté par la décision de l'État de suspendre les paiements, ainsi que par le non-respect et l'inexécution des décisions judiciaires, ce qui a notamment des conséquences en matière successorale. Elle conclut donc également à la violation du droit à la propriété privée.

II/ - La prise en compte croissante de la dimension genrée de la violence

A/ - La violence de genre commise par un agent non étatique

Cour IDH. Affaire López Soto y otros vs. Venezuela. Fond, réparation et dépens. Décision du 26 septembre 2018. Série C No. 362.

- 15 L'arrêt *Lopez Soto* est l'occasion pour la Cour interaméricaine d'évaluer la responsabilité de l'État vénézuélien dans le cas d'actes de torture sexuelle réalisés par un agent privé. Dans cette affaire, une jeune femme de 18 ans, Linda Loaiza López Soto, a été séquestrée en 2001 pendant plus de trois mois par son agresseur, Luis Antonio Carrera Almoina. Ce dernier l'a soumise de manière continue à des actes de violence physique, verbale, psychologique et sexuelle, de sorte qu'elle dû ensuite être hospitalisée pendant un an et subir quinze opérations chirurgicales. L'État vénézuélien a accepté de reconnaître partiellement sa responsabilité en déclarant qu'il ne pouvait cependant pas être reconnu responsable des violations commises par des acteurs non étatiques.
- 16 C'est cette dernière question de la responsabilité de l'État pour des violations commises par des acteurs non étatiques qui est au centre de l'analyse de la Cour. Celle-ci est en effet appelée à déterminer si la responsabilité internationale de l'État du Venezuela peut être recherchée pour de graves atteintes à l'intégrité personnelle (article 5.1), à la liberté personnelle (article 5.2), à la vie privée, à la dignité et à l'autonomie (article 11), et au droit de vivre sans violence ni discrimination. La Cour procède en deux temps. Elle analyse d'abord le manquement présumé de l'État à son devoir de prévention et sa tolérance à l'égard des actes de violence commis par des particuliers. Elle précise ensuite l'étendue de la responsabilité de l'État en raison de son défaut d'enquête sur les violences commises à l'égard des femmes dans un délai raisonnable et avec la diligence voulue.
- 17 Pour reconnaître la responsabilité de l'État pour manquement à son obligation de prévention des atteintes aux droits à la vie et à l'intégrité personnelle, la Cour rappelle que deux critères doivent être réunis. Il convient d'abord de démontrer que les autorités étatiques savaient, ou auraient dû savoir, qu'il existait un risque réel et immédiat pour l'intégrité personnelle d'un individu et, ensuite, que ces autorités n'ont pas pris les mesures nécessaires dans le cadre de leurs pouvoirs de prévention des risques. S'appuyant sur la Convention Belém do Pará, la Cour estime que l'État a l'obligation d'enquêter avec diligence dès le signalement de la disparition ou de l'enlèvement d'une femme. Elle s'écarte ainsi de sa jurisprudence antérieure dans laquelle elle considérait qu'il fallait en outre que l'État ait conscience que cette disparition s'inscrive dans un contexte de violences à l'égard des femmes. En l'espèce, les autorités connaissaient l'existence d'un risque pour l'intégrité de Linda Loaiza en raison des plaintes déposées par sa sœur et les menaces de mort qu'elle recevait. De surcroît, elles disposaient de suffisamment d'informations sur l'identité de l'agresseur pour pouvoir interrompre le cours des événements. La Cour conclut qu'il n'est certes pas possible de tenir l'État directement responsable des actes subis par Linda Loaiza mais que sa responsabilité découle de la réaction insuffisante et négligente des agents publics au signalement de sa disparition.
- 18 Le genre est également pris en compte dans les définitions de la torture et de l'esclavage sexuel retenues par la Cour. Le Venezuela contestait la qualification de

torture car ces actes n'avaient pas été commis directement par un agent de l'État. Le Code pénal alors en vigueur circonscrivait en outre cette infraction aux personnes détenues par des autorités publiques. Par ailleurs, l'État vénézuélien fait savoir que la Cour considèrerait traditionnellement que la torture ne pouvait être constituée que si des agents étatiques étaient impliqués.

- 19 L'intérêt de l'arrêt commenté est que la Cour y élargit la notion de torture. Elle déclare que celle-ci requiert uniquement un élément intentionnel, de graves souffrances physiques ou mentales ainsi que la poursuite d'une finalité quelconque. Un viol commis par des agents privés peut donc être qualifié de torture lorsqu'il est commis avec la tolérance ou le consentement de l'État, ce qui était le cas en l'espèce. Comme dans l'affaire *Atenco*, la Cour affirme que l'objectif du viol comme moyen de torture n'est pas de punir la victime mais de l'intimider et de la dominer parce qu'elle est une femme. La Cour souligne ainsi la dimension genrée de la torture et adopte une conception évolutive de la notion de torture pour mieux intégrer le viol.
- 20 La Cour constate de surcroît que la victime avait été réduite en esclave sexuelle, ce qui constitue une atteinte à l'article 6.1 de la Convention interaméricaine. Reprenant sa position antérieure, elle rappelle que pour que l'esclavage sexuel soit retenu, la réunion de deux éléments suffit : l'exercice des attributs du droit de propriété sur une personne et l'existence d'actes à caractère sexuel qui restreignent ou annulent son autonomie sexuelle. La Cour insiste ainsi sur les modalités spécifiques de cet esclavage qui affecte de manière disproportionnée les femmes. En l'occurrence, l'État est responsable parce qu'il a rendu possible l'esclavage sexuel auquel Linda Loaiza López Soto a été soumise en violation de l'article 6.1 de la Convention. La Cour retient aussi la constitution d'une discrimination en raison du sexe et du genre qui porte atteinte à la protection prévue au paragraphe 1 de l'article premier de la Convention.
- 21 La Cour se prononce enfin sur le droit d'accès à la justice pour les femmes victimes de violence au regard du droit aux garanties judiciaires (article 8.1) et à la protection judiciaire (article 25.1). Elle constate qu'à l'époque des faits, le Venezuela ne disposait pas d'une procédure d'enquêtes relatives aux cas de violence sexuelle. Les femmes victimes de violences devaient dès lors faire face à de nombreux obstacles lorsqu'elles faisaient appel aux autorités de l'État. La Cour souligne notamment le défaut de formation et de connaissance des agents de l'État sur les questions de genre. Elle dénonce pour finir l'ensemble des stéréotypes qui minent la crédibilité des déclarations des victimes et l'absence de mesures de protection immédiate à disposition des agents de l'État confrontés à ce type d'affaires.

B/ - La violence de genre commise par un agent étatique

Cour IDH. Affaire Mujeres Víctimas de Tortura Sexual en Atenco Vs. México. Exceptions préliminaires, fond, réparation et dépens. Décision du 28 novembre 2018. Série C No. 371.

- 22 En novembre 2018, la Cour a rendu un arrêt emblématique et très attendu mettant en cause le recours usuel à la torture sexuelle par les forces de police. L'affaire, largement médiatisée à l'époque, se déroule les 3 et 4 mai 2006 dans l'État de Mexico alors gouverné par l'ex-président mexicain, Enrique Peña Nieto, dont le mandat national a été lourdement entaché par cette affaire.

- 23 La délocalisation des vendeurs du marché informel aux fleurs de la ville de San Salvador Atenco avait été le déclencheur de fortes mobilisations sociales. Le gouverneur ainsi que diverses autorités politiques avaient alors décidé d'utiliser massivement la force publique pour tenter de « rétablir l'État de droit ». Or, l'intervention des forces de l'ordre a laissé place à une répression et à des abus policiers d'une rare violence, notamment à l'encontre de 48 femmes.
- 24 Certaines d'entre elles furent arrêtées et détenues arbitrairement dans un centre pénitentiaire où elles furent victimes d'une série de violences physiques, psychologiques et sexuelles. Elles portèrent plainte devant les juridictions nationales. Parallèlement, la Commission nationale des droits humains, organe étatique autonome de défense et de protection des droits et libertés, s'était saisie de l'affaire afin d'enquêter sur les faits. Elle avait émis une recommandation⁴ après avoir établi les nombreuses violations des droits humains commises lors de cet événement et exhortant les autorités publiques à mener les enquêtes appropriées. La Cour suprême nationale procéda également à une enquête non juridictionnelle et déclarait, le 12 février 2009, l'État responsable « d'usage excessif, disproportionné, inefficace de la force ». Néanmoins, au vu des difficultés rencontrées par les victimes devant les juridictions internes, onze d'entre elles se tournèrent vers la Cour interaméricaine. Elles invoquaient diverses violations substantielles de leurs droits et soutenaient notamment que l'État mexicain n'avait pas respecté son obligation d'enquêter de manière diligente, ni celle de le faire en adoptant une perspective de genre tel que le prévoit la Convention de Belém do Pará.
- 25 À l'unanimité, les juges de San José leur font droit et déclarent responsable le Mexique des violations des droits suivants : droits à l'intégrité personnelle, à la dignité et à la vie privée, droit de ne pas être torturé, droit de réunion, droits à la liberté personnelle et aux garanties judiciaires.
- 26 S'agissant tout d'abord des droits à l'intégrité personnelle, à la dignité et à la vie privée, de l'interdiction de la torture et du droit de réunion (articles 5 ; 11.2 et 15), la Cour les interprète au prisme d'une perspective de genre. D'une part, s'appuyant sur les éléments constitutifs de la torture, elle souligne la particularité des tortures sexuelles. D'autre part, la Cour s'arrête sur l'existence d'un véritable système de violences de genre. Elle constate en effet que la violence était à chaque fois utilisée publiquement, ce qui révèle qu'elle avait vocation à être une arme de contrôle de l'ordre public. Elle souligne aussi la « conception machiste de la femme appréhendée comme un objet de possession ou de domination »⁵ par la police mexicaine qui instrumentalise le corps féminin dans le but d'émettre un message de répression. Enfin, l'assistance médicale (quasi inexistante) et les conditions de recueil des plaintes ont également, pour la Cour, participé de cette violence systémique. Elles ont en effet abouti à infliger une deuxième série de mauvais traitements en soumettant des femmes déjà victimes de torture à de nouveaux stéréotypes de genre.
- 27 S'agissant du droit de réunion, la Cour déclare plus brièvement que l'usage répressif et abusif de la force a conduit à intimider voire à dissuader les citoyens de faire usage de leur droit de manifester.
- 28 Enfin, les juges de San José examinent l'impunité dont ont bénéficié les responsables étatiques, notamment l'atteinte aux droits aux garanties judiciaires et à un recours effectif (articles 8.1 et 25.1). Ils concluent sans difficulté à leur violation, l'État n'ayant ni enquêté, ni jugé, ni sanctionné les responsables dans un délai raisonnable. La Cour

estime que ces lacunes procédurales sont notamment dues à des discriminations de genre. Elle conclut à une violation de la Convention de Belém do Pará qui vise à prévenir, sanctionner et éradiquer les violences faites aux femmes.

- 29 Cette décision a particulièrement marqué la jurisprudence rendue par la Cour en 2018 dans la mesure où elle met fin à une grave situation de particulière impunité des autorités nationales mexicaines. Elle est importante à plusieurs égards : d'abord parce qu'elle prend en compte de manière intégrale, c'est-à-dire dans toutes les dimensions de l'affaire, les violences genrées ; ensuite, parce qu'elle souligne à plusieurs reprises le caractère patriarcal des autorités étatiques mexicaines et reconnaît ainsi que l'État a intériorisé un système genré des violences. La Cour s'est également prononcée de manière générale sur l'usage de la force lors de mouvement de protestations sociales. En l'espèce, elle a ordonné de nombreuses mesures concrètes à l'État mexicain au titre des garanties de non-répétition, notamment la mise en place d'un programme de formation des policiers et la création d'un observatoire indépendant pour surveiller l'usage de la force policière.

III/ - La condamnation vigoureuse de l'usage détourné de la force

A/ - Le recours illégitime aux forces armées

Cour IDH. Affaire Trueba Arciniega y otros Vs. México. Décision du 27 novembre 2018. Décision du 20 novembre 2018. Série C No. 364

- 30 Dans l'affaire *Trueba Arciniega*, la Cour homologue un accord de règlement amiable dans lequel le Mexique reconnaît sa responsabilité internationale en raison d'une exécution arbitraire d'un civil commise par des membres de l'armée. Elle constate qu'il y a eu violation du droit à la vie (article 4.1) et du droit à l'intégrité personnelle (article 5.1) de la victime, ainsi que du droit aux garanties judiciaires (article 8.1) et à la protection judiciaire (article 25.1) de sa famille.
- 31 Les faits s'étaient déroulés le 22 août 1998 dans la ville de Baborigame située dans l'État de Chihuahua au Mexique. En raison de violences liées au trafic de stupéfiants, un poste de commandement militaire avait été installé dans la ville à partir des années 1990. Avant les faits, plusieurs cas de violence commis par des militaires contre la population, tels que des exécutions de civils, avaient déjà été relevés. Le 22 août 1998, le jeune Mirey Trueba, âgé de 20 ans, était à bord d'une voiture avec un de ses frères et un ami, quand un militaire s'approcha et leur fit signe de s'arrêter. D'après les déclarations du frère et de son ami, Mirey Trueba prit peur et s'enfuit. Un militaire tira alors une dizaine de fois dans sa direction. Selon les enquêtes diligentées par l'État, les militaires pensaient que Trueba tenait une arme et le lieutenant alléguait avoir tiré uniquement pour l'empêcher de s'enfuir et non pour le blesser. Le jour même, le père de Trueba déposa une plainte devant le Ministère public et une enquête fut ouverte. Sur les lieux de l'incident, aucune arme à feu ayant pu appartenir à Trueba ne fut découverte. Le Ministère public militaire décida alors de procéder à une action pénale contre le lieutenant-colonel pour homicide. En conséquence, le Ministère public de droit commun déclina sa compétence et transmit l'affaire à un juge militaire qui rendit une ordonnance de placement en détention provisoire. L'affaire ayant été transmise à un tribunal géographiquement éloigné, la famille de la victime n'eut accès à aucune

information concernant son déroulement depuis le début de la procédure militaire. Finalement, le juge militaire condamna le lieutenant-colonel à une peine de huit ans de prison pour homicide intentionnel ainsi qu'à huit ans d'exclusion de l'armée. Mais, saisi en appel, le tribunal suprême militaire conclut à un homicide involontaire et demanda sa libération. La Commission IDH, saisie par les associations représentant la victime et sa famille, déposa en réaction devant la Cour une demande de déclaration reconnaissant la responsabilité internationale du Mexique.

- 32 Le 13 novembre 2018, ce dernier demandait l'homologation d'un accord de règlement amiable dans lequel il reconnaissait la violation des droits invoqués et se déclarait disposé à accomplir des mesures de réparation. En réponse, la Cour a alors rappelé que le maintien de l'ordre public interne et la sécurité des citoyens doivent être confiés en priorité à la police civile ; la participation des forces armées doit être exceptionnelle car elle peut impliquer un risque pour les droits humains. La Cour constate ensuite que l'accord de règlement amiable proposé par l'État mexicain respecte les conditions de forme et de fond permettant son homologation (article 48.1.f). Il était en effet signé par les parties qui ont eu la possibilité de présenter des observations ; il mettait fin à la controverse sur les faits, les droits et la réparation ; son contenu était compatible avec la Convention. La Cour examine enfin les mesures de réparation mentionnées dans l'accord de règlement amiable dont elle est appelée à contrôler la bonne exécution. Elle relève que :
- 33 • Premièrement, conformément à l'obligation d'enquêter, l'État mexicain reconnaît le droit des victimes à la justice et la vérité, et s'engage à réviser la décision rendue à la lumière des standards internationaux ;
- 34 • Deuxièmement, au titre des mesures de réhabilitation, l'État s'engage à fournir une aide médicale et psychologique à la famille de la victime ;
- 35 • Troisièmement, au titre des mesures de réparation, l'État s'engage à verser une indemnité à un des frères de la victime pour l'aider dans son activité professionnelle, à fournir un logement meublé à la mère de la victime et à verser une somme d'argent pour les travaux d'amélioration du logement du père de la victime ; il s'engage également à publier une déclaration de reconnaissance de responsabilité dans des médias nationaux ;
- 36 • Quatrièmement, au nom des garanties de non-répétition, l'État s'engage à former les agents étatiques ainsi que les autorités d'enquête et de jugement sur l'usage excessif de la force, les droits humains, la sécurité des citoyens et les garanties procédurales ;
- 37 • Cinquièmement, l'État s'engage à réparer intégralement le dommage moral.
- 38 Si la Cour se contente d'homologuer l'accord de règlement amiable conclu entre le Mexique et les représentants de la famille de Mirey Trueba, cette affaire n'en demeure pas moins intéressante par les solutions dégagées. D'une part, la Cour considère que la participation des forces armées au maintien de l'ordre public de façon régulière est un danger pour les droits humains. D'autre part, elle soutient que le fait que la procédure se soit déroulée devant les tribunaux pénaux militaires ne respecte pas les garanties judiciaires des requérants. Le Mexique devra donc mettre en place des réformes législatives afin que de tels faits soient traités devant des tribunaux civils avec de meilleures garanties judiciaires.

B/ - La responsabilité de l'État pour les actes *ultra vires*

Cour IDH. Affaire Villamizar Durán y otros Vs. Colombia. Exceptions préliminaires, fond, réparation et dépens. Décision du 20 novembre 2018. Série C No. 364.

- 39 Dans l'affaire *Villamizar Durán et autres*, la Cour se prononce sur la mort de six civils tués entre 1992 et 1997 par des agents des forces armées colombiennes dans le contexte du conflit armé interne. En l'espèce, à l'exception de Carlos Arturo Uva Velandi, qui avait été exécuté par un militaire qui n'était pas en service, les autres furent assassinés lors d'opérations militaires officielles effectuées par l'armée contre de prétendus actes illicites commis par les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC).
- 40 La Cour étudie successivement le cas de chaque personne civile. Elle condamne l'État colombien pour violation du droit à la vie des victimes (article 4), ainsi que, s'agissant de certaines d'entre elles, pour violation du droit à l'honneur (article 11), à la liberté et à l'intégrité personnelle (article 5). Les juges de San José constatent aussi la violation du droit aux garanties judiciaires (article 8.1) et à la protection judiciaire (article 25) en raison de carences dans les poursuites pénales.
- 41 Après l'analyse des exceptions préliminaires, la Cour s'attarde sur le *modus operandi* utilisé par les forces de sécurité de l'État. Elle qualifie les exécutions d'extrajudiciaires dans la mesure où les civils ont été tués de manière intentionnelle par les forces armées qui ont falsifié ultérieurement la scène du crime, en changeant les faits, le moment et l'endroit où les actions ont eu lieu, pour attribuer aux morts la fausse apparence de *guerrilleros* abattus lors d'un combat (lesdits « *falsos positivos* »).
- 42 Afin de se prononcer sur l'exécution particulière de Carlos Arturo Uva Velandi, la Cour précise les critères permettant de retenir la responsabilité de l'État pour les actes *ultra vires* commis par une personne ou par une entité qui s'est vue attribuer l'exercice de la puissance publique. Les actes *ultra vires* sont les actes qui vont au-delà des compétences attribuées à un organe de l'État ou qui sont commis sans respecter les ordres donnés.
- 43 Partant des règles du droit international, la Cour rappelle que, *prima facie*, tous les actes, y compris les actes *ultra vires*, perpétrés par une personne ou une entité censée exercer la puissance publique doivent être reliés à l'État pour établir une responsabilité. À défaut, lorsque le comportement est très éloigné de la compétence et de la finalité publique, il est qualifié d'acte privé et la responsabilité de l'État est écartée. La Cour recourt à trois principaux critères pour établir le caractère *ultra vires* de l'acte. Il faut déterminer (i) si l'agent était en service ou sous le commandement d'un supérieur hiérarchique ; (ii) s'il a eu recours à des moyens propres liés à l'exercice de sa fonction officielle (une arme, des informations, des outils...) ; (iii) si la victime avait pu percevoir le comportement comme résultant directement du pouvoir étatique. La Cour ajoute également qu'il faut vérifier si l'action de l'agent n'était pas motivée que par un but privé et, dans ce cas, si la pratique était systématiquement ou non tolérée par l'État.
- 44 En l'occurrence, la Cour considère qu'en dépit du fait que le soldat Burgos n'était pas en service au moment des faits, ses actes pouvaient être perçus par la victime comme issus de l'autorité étatique. Dans la mesure où l'agresseur avait en effet libre accès au campement militaire anti-*guerrilla* et une sentinelle était présente lors des faits, la victime a pu légitimement penser que ceux-ci agissaient sous l'autorité étatique. Par ailleurs, la Cour souligne qu'après le crime, le soldat a déclaré que l'assassinat de *guerrilleros* relevait d'une pratique usuelle dans son régiment, ce qui démontre une

connivence systématique du gouvernement colombien. La Cour retient donc la responsabilité de l'État colombien pour la violation du droit à la vie (article 4), droit à la liberté (article 7.2) et du droit à l'intégrité (article 5).

NOTES

1. TROITIÑO, Esmeralda Arosemena de. (Washington, D.C., 21 mars 2019). *Presentación del Informe Anual 2018 de la CIDH a la Comisión de Asuntos Jurídicos y Políticos de la OEA* [Discours], disponible sur [ici](#).
 2. Cour IDH. Opinion consultative OC-25/18 du 30 mai 2018 “*La institución del asilo y su reconocimiento como derecho humano en el sistema interamericano de protección*” : disponible [ici](#).
 3. Cour IDH. Opinion consultative OC-23/17 du 15 novembre 2017 “*Medio ambiente y derechos humanos*” : Disponible [ici](#).
 4. Commission nationale des droits humains (Mexique). “*Recomendación 38/2006*”. Disponible sur https://www.cndh.org.mx/sites/default/files/doc/Recomendaciones/2006/REC_2006_038.pdf (dernière consultation 5/12/2019).
 5. Cour IDH. Affaire Mujeres Víctimas de Tortura Sexual en Atenco Vs. México. §124
-

ABSTRACTS

Dans son discours annuel du 21 mars 2019, la présidente de la Commission interaméricaine des droits de l'homme reconnaissait que 2018 a été « une année d'intense activité et de succès inédits »¹ pour le système interaméricain. Elle rappelle aussi les nombreux défis auxquels sont confrontés les États parties quant au respect des droits de l'homme : violences et discriminations à l'égard des femmes, extrême pauvreté, migrations forcées, recours excessif à la force comme moyen de répression des protestations sociales, corruption, disparitions forcées et violences contre les défenseurs des droits humains. C'est dans ce contexte que la Cour interaméricaine des droits de l'homme a rendu des décisions comprenant quelques avancées jurisprudentielles majeures. Elle a enrichi le contenu des droits et libertés garantis par la Convention américaine relative aux droits de l'homme et imposé de nouvelles obligations à la charge des États parties.

AUTHORS

NOA BOUMENDIL

Étudiante du Master 2 Droits de l'homme, Université Paris Nanterre

ELENA CAMPARIO

Étudiante du Master 2 Droits de l'homme, Université Paris Nanterre

FERNANDA DE OLIVEIRA REZENDE

Étudiante du Master 2 Droits de l'homme, Université Paris Nanterre

ÉLISE PIC

Étudiante du Master 2 Droits de l'homme, Université Paris Nanterre

ROMANE PLUCHET

Étudiante du Master 2 Droits de l'homme, Université Paris Nanterre